



16 janvier 2015

Lettre ouverte à Madame la Directrice des Services Informatiques
de la DISI Paris-Normandie

Suppressions d'emplois, restructurations et fusions se poursuivent !
Trop c'est trop ! La CGT ne siègera pas au CTL !

Madame la Présidente du CTL,

vous avez constaté l'absence de la CGT au CTL du 16 janvier 2015.

Nous regrettons de ne pas y participer.

Regrets : car le dialogue social n'en a que le nom et nous refusons de ne faire qu'acte de présence et cautionner des décisions unilatérales et injustes.

Regrets : car tout le monde sait que la DG s'appuie sur l'informatique pour faire des économies mais refuse d'investir un seul euro sur l'informatique. Pire notre DSI veut faire des économies considérables ! A la CGT nous cherchons encore la cohérence : tout est fait pour créer une informatique low-cost avec une vision étriquée à très court terme, sur les économies à réaliser et sur la pérennisation des missions/applications. La DGFIP semble ne pas connaître la signification du terme « investissement », quitte à risquer très gros.

Regrets ensuite : car nous ne sommes ni écoutés ni entendus ! Au niveau national rappelons ce Groupe de Travail du 16 octobre 2014 présidé par notre DSI, qui avait proposé 4 fiches en dehors de tout processus de dialogue social. Résultat : l'ensemble des OS a du quitter la salle.

Regrets enfin : car la logique est implacable et accablante. Elle s'acharne sur les agents et détériore irrémédiablement les conditions de travail... alors que, comble de l'ironie, la Direction nous sermonne sur les risques psychosociaux et la souffrance au travail.

Il va falloir assumer : Faire plus avec moins implique des sacrifices ? En avez-vous estimé les risques et les impacts sur les équipes ? Êtes vous prête à en assumer les conséquences ?

Qui aura enfin le courage de mettre un terme à ce massacre ?

La CGT affirme qu'il est de votre rôle de votre devoir et de votre responsabilité de tout faire pour en finir avec cette logique de démantèlement de l'informatique DGFIP et de la DGFIP plus largement.

Il en va de votre devoir d'agir car nous travaillons tous sur le même bateau. Le capitaine doit entendre ses équipiers qui sonnent désespérément le tocsin pour signaler que les récifs commencent à entamer la coque. Il paraît même que le capitaine doit être le dernier à quitter le navire lorsqu'il coule et s'engouffre dans les abîmes. Souhaitons ne pas en arriver là. Mais pour le moment : c'est mal parti.

À vous donc de modifier le cap et d'impulser ce changement salvateur. Plus de 516 agents comptent sur vous (demain beaucoup moins)

La CGT DISI PARIS NORMANDIE a fait le choix de s'exprimer publiquement par cette lettre ouverte, et non dans une instance où tout aura déjà été décidé.

Peut-être serons-nous mieux entendus.

Il n'y a pas d'espoir sans rêve, pas plus que de rêve sans espoir.

Encore **13 suppressions d'emplois** pour la DISI Paris-Normandie au PLF 2015 ! Pour la CGT, c'est NON !

Jusqu'où irons-nous ? Où allons-nous ? Nous passerons rapidement sous la barre des 500 emplois !

Alors que nous étions plus de 570 à la création de la DISI ... A croire que notre propre DISI ne défend pas ses emplois ni ses missions.

À croire qu'elle n'a été créée que pour brader le travail, les missions et les agents eux-mêmes.

À la CGT nous aimerions pouvoir penser le contraire malheureusement les chiffres parlent d'eux-mêmes :

PLF	EFFECTIF au 1 ^{er} janvier	SUPPRESSION
2012	552	5
2013	547	20
2014	528 pour 559 emplois	12
2015	516	13
2016	503	???
TOTAL		50

Pourquoi donc s'acharner à nous fragiliser ?

- alors que vous savez combien la réalisation des missions informatiques actuelles doit continuer avec une qualité de service toujours observée et objectivée.
- alors que vous savez que l'attribution de nouvelles missions dépend du nombre de personnel dans vos ESI.
- alors que vous savez que le devenir des ESI dépend de ces effectifs et des missions affectées et que toute structure « en taille critique » n'est plus viable.
- alors que vous savez que la qualité du service rendu aux utilisateurs internes et externes dépend de la qualité du système d'information de la DGFIP et de sa réactivité.

Dès lors, comment être réactif si nous n'en avons pas les moyens ? Si vous refusez de nous les donner ? Et si même vous continuez à nous les supprimer ?

Devant ce constat sans appel la CGT tire le signal d'alarme, puisque malgré nos demandes insistantes et répétées, rien ne semble infléchir cette tendance désastreuse.

Les décisions étant prises par avance, le dialogue social étant rompu : l'unique possibilité de recours qui s'impose désormais à la CGT et aux agents : c'est la mobilisation.

La CGT ne siègera pas au CTL du 16 janvier 2015. Nous ne cautionnerons pas cette énième diminution d'effectifs, qui est contrario de l'ambition de l'informatique, qui ne va ni dans le sens du service public, ni dans celui des agents !